

# l'alliance

Alliance confédérale des syndicats libres

Confederal Alliance of free trade unions

Bruxelles le 24 mars 2006

## AGENTS CONTRACTUELS GROUPES DE TRAVAIL AVANCEMENT DU DOSSIER

La mise en place du statut d'Agents Contractuels figure parmi les mesures les plus problématiques de la Réforme Kinnock. Les difficultés des collègues contractuels sont incontestables. Elles découlent en particulier d'une grille des salaires bien inférieure à celle promise par les auteurs de la Réforme. En dépit des limites du statut et du climat social particulièrement tendu de cette rentrée, l'ALLIANCE essaie de réduire les préjudices causés par la Réforme notamment dans le cadre du groupe de travail « Agents Contractuels ». L'ALLIANCE fait le point.

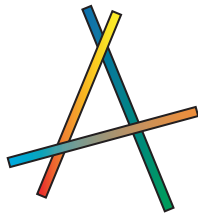
L'Alliance a demandé la constitution de deux groupes de travail « Core/Non Core » et « rémunérations des Agents Contractuels » afin de réparer ce qui pouvait encore l'être des dégâts de la réforme Kinnock. L'Alliance revendique en effet la paternité de ces deux groupes de travail car elle est convaincue que seule une **participation active** permettra de répondre aux véritables problèmes et aux attentes des collègues.

D'autres ont choisi de rester de simples observateurs, de se limiter à émettre des doutes sur l'issue du travail et de clamer la revendication de la rétroactivité de mesures auxquelles elle déclare ne pas croire... Les Agents Contractuels méritent une participation plus active et un engagement plus profond de la part des premiers responsables des conditions actuelles dans lesquelles nos collègues ont été plongés.

Les résultats définitifs du groupe de travail se présenteront sous forme de **recommandations** adressées à la Commission et par elle aux administrations de ses différents services. Les dialogues entamés au sein de ce groupe de travail avec ADMIN et les offices PMO, OIB et OIL, ont déjà permis de mettre en évidence un certain nombre de pratiques « irrégulières » dans les classements et les « licenciements » opérés par certains offices, et pour certaines de ces pratiques d'y mettre un terme.

En tout état de cause, l'ALLIANCE considère que l'identification d'un problème est le premier pas vers sa solution. Elle est aussi convaincue que chaque cas de reclassement opéré fera jurisprudence et permettra aux autres collègues dans des situations identiques d'en être également bénéficiaire. Notre volonté est de supprimer le clientélisme et de limiter la subjectivité. L'ALLIANCE poursuivra son travail assidu au sein de ces deux groupes de travail et vous tiendra informés en temps réel des avancées obtenues dans ce dossier.





# l'alliance

Alliance confédérale des syndicats libres

Confederal Alliance of free trade unions

Brussels the 24<sup>th</sup> March 2006

## CONTRACT AGENTS WORK GROUPS - UPDATE

The creation of the statute of Contract Agents is one of the most troublesome measures of the Kinnock Reform. The difficulties encountered by our Contract Agents colleagues are irrefutable. They result specifically from a salary grid much lower than the one promised by the authors of the Reform. Despite the limitations of the statute and the particularly tense social climate of this New Year, the ALLIANCE is trying to reduce the harm caused by the Reform within the framework of the « Contract Agents » work group.

The ALLIANCE asked for the creation of two work groups : « Core/Non Core » and « Contract Agents remuneration » to repair as much as possible of the damage caused by the Reform. In fact, the ALLIANCE claims the paternity of these two work groups as it is convinced that only an **active participation** will allow the true problems and expectations of colleagues to be answered.

Others choose to remain as simple observers, limiting themselves to voicing doubts about the work and complaining about the retroactivity of measures which they claim not to believe in... Contract Agents deserve a more active participation and a deeper engagement from those originally responsible for the current conditions which our colleagues have been thrown into.

The final results of the work group will be sent as **recommendations** to the Commission, which will forward them to the administrations of its different services. The dialogues with DG ADMIN and the PMO, OIB and OIL started within this work group have already revealed some « irregular » classification and « firing » practices operated by certain offices, and put an end to some of these practices.

In any case, the ALLIANCE considers that the identification of a problem is the first step towards its solution. It is also convinced that each case of reclassification will provide jurisprudence and allow other colleagues in identical situations to benefit too. We aim to abolish favouritism and limit subjectivity. The ALLIANCE will continue its hard work within these two work groups and will keep you informed of their progress.

